



Communiqué de presse

Les mesures annoncées ne sont pas à la hauteur de la situation

Le collectif inter-hôpitaux a pris connaissance des annonces du Premier Ministre Édouard Philippe et regrette que les mesures annoncées ne soient pas à la hauteur de la situation.

Nous rappelons qu'au cours des 10 dernières années les économies imposées à l'hôpital public ont été de plus de 8 milliards d'euros alors que dans le même temps les **besoins de la population** augmentaient fortement, notamment en raison de l'augmentation de l'espérance de vie et des progrès dans la prise en charge des maladies chroniques. L'activité a augmenté de plus de 14% alors que les effectifs n'ont augmenté que de 2% et ceci grâce aux restructurations, la bascule ambulatoire et à l'intensification du travail. Les **salaires** des personnels hospitaliers ont été gelés se traduisant par **une perte de pouvoir d'achat** (en 2017 le salaire d'une infirmière était 10% inférieur au salaire moyen en France). La **rigueur** s'est transformée en austérité entraînant le cercle vicieux de la pénurie : sous-investissement, sous-effectifs chroniques, dégradation des conditions de travail, perte d'attractivité, fermeture de lits ou d'unités faute de personnel. **Ce manque de moyens en personnels, en lits et matériels a des conséquences graves sur la prise en charge des patients** : l'accès aux soins est de plus en plus difficile, les patients restent des heures voire des jours sur des brancards et la qualité et la sécurité des soins se dégradent fortement. La réanimation pédiatrique est touchée. Des enfants en urgence vitale doivent être transférés parfois dans des CHU distants de plusieurs centaines de kilomètres. Tout le monde craint le prochain drame.

L'ampleur de la mobilisation actuelle, montre que le constat et le sentiment d'urgence sont partagés par tous, usagers et personnels de l'hôpital public. Conscient de la gravité de la situation, le président de la République a demandé au gouvernement un « investissement massif d'urgence », rappelant que l'hôpital est le socle du système de santé.

Pourtant, le gouvernement, par les annonces faites ce mercredi 20 novembre, ne semble pas partager le même diagnostic, et continue de faire preuve soit d'aveuglement et de déni, soit de manque de courage et de volonté.

La reprise d'une partie des intérêts de la dette et l'augmentation minimale de l'ONDAM de 0,35% ne permettent pas de répondre aux dépenses de santé nécessaires à la population. Le financement de l'hôpital public ne peut être guidé par une logique purement comptable. Les primes données au compte-goutte à certains mais pas à d'autres, sont dérisoires (66 euros par mois), non pérennes, et totalement inadaptées au besoin de reconnaissance et à la valorisation du travail des personnels. La refonte de la grille des aides-soignantes correspond à la toute fin de carrière et n'améliorera ni leur pouvoir d'achat ni la reconnaissance des spécificités de leur profession. Ces mesures ne permettront pas de répondre à la question cruciale de la perte d'attractivité et oublient une grande partie des personnels de l'hôpital. **A nouveau les moyens vont manquer, la qualité et la sécurité des soins seront mises en péril et nous allons vers une crise sanitaire sans précédent.** Le gouvernement en portera la responsabilité.

Par ailleurs, les mesures proposées pour la gouvernance ne permettront pas d'améliorer l'organisation et l'accompagnement des projets hospitaliers si tous les soignants de terrain et les usagers ne sont pas associés. Si la parole des soignants depuis 8 mois avait été entendue, la mesure de la gravité de la situation aurait sans doute été plus rapide, retard diagnostique que le président de la République a d'ailleurs reconnu lors de son discours le 14 novembre.

Nous prenons donc acte du fait qu'aucune de nos demandes rappelées ci-dessous n'ont été entendues :

- augmentation du budget hospitalier (ONDAM) à hauteur de l'augmentation programmée des charges (au minimum de 4%).
- **augmentation significative des salaires** des personnels hospitaliers avec comme objectif la **moyenne des salaires des pays de l'OCDE pour des postes équivalents** (augmentation immédiate de 300 euros nets mensuels de tous les salaires). Aucune catégorie professionnelle ne peut être laissée de côté.
- arrêt des fermetures de lits d'hospitalisation non médicalement justifiés et ouverture de lits dans les services où il existe des besoins, notamment pour l'aval des urgences et l'aval des soins aigus avec embauche des personnels nécessaires. Il faut déterminer pour chaque unité de soins, pour tous les services de l'hôpital, un ratio de personnel requis pour garantir la qualité et la sécurité des soins spécifiques de l'unité, à la place du ratio général actuel purement comptable.
- association des usagers et des soignants, toute catégorie professionnelle confondue et aux projets d'établissement visant à établir un réel partenariat entre usagers, soignants et

gestionnaires.

Ces mesures n'ont d'autre objectif que le respect des valeurs du soin et de la santé, associant humanisme et compétence, au seul service des usagers.

Nous appelons donc à **poursuivre et amplifier la mobilisation** avec tenue d'assemblées générales dans chaque hôpital pour décider :

1/ poursuite et extension de la grève du codage

2/ journée d'actions sur tout le territoire auprès de la population et des élus le 30 novembre 2019, à préciser par les AG des CIH locaux

3/ nouvelle journée de manifestation réunissant usagers et personnels hospitaliers le 17 décembre 2019

Paris, le 21 novembre 2019